



Approuvé par l'Agora le 31 mars 2021

CUEILLIR PLEINEMENT L'ENVIE DE TRANSITION ALIMENTAIRE DES JEUNES

Franchir les obstacles vers une assiette durable

POINTS ABORDÉS DANS L'AVIS

CONTEXTE ET MÉTHODOLOGIE

DES JEUNES SENSIBILISÉ·E·S AVEC UNE ENVIE DE CHANGEMENT : UN ÉCART GÉNÉRATIONNEL DANS LA TRANSITION ALIMENTAIRE

- Pour une transition des choix alimentaires, l'urgence d'informer
- Transition alimentaire et porte-monnaie : l'alimentation durable est une question d'argent, mais pas seulement
- Proposer aux jeunes une offre alimentaire digne de notre temps : visibiliser et soutenir les alternatives
- Politique Agricole Commune et Green Deal : l'inquiétude des jeunes

NOS RECOMMANDATIONS : RÉCAPITULATIF

CONTEXTE ET MÉTHODOLOGIE



La génération des jeunes est porteuse de changement. Confrontée à la nécessité d'opérer une transition sociale-écologique pour faire face aux grandes urgences de notre temps, elle incarne une forme de **rupture générationnelle**, y compris sur les questions d'alimentation. Être suffisamment informé·e, disposer d'une offre alternative accessible, et accélérer la mise en place effective des stratégies relatives à l'alimentation durable, voilà le message que porte cet avis qui se base sur les résultats d'une enquête menée par le Forum des Jeunes.

Ces préoccupations sont d'autant plus prégnantes que la crise sanitaire a nourri de nombreuses réflexions sur un "monde d'après" plus résilient, ce qui passe par une modification de nos habitudes de consommation. À titre d'exemple, approximativement 80% des Belges souhaitent "privilégier les circuits courts pour l'alimentation" dans le monde d'après¹, tandis que la vente de produits biologiques a explosé durant le premier confinement².

1150 JEUNES

BELGES FRANCOPHONES ÂGÉ·E·S DE 16 À 30 ANS ONT DONNÉ LEUR AVIS SUR L'ALIMENTATION DURABLE



1 C'est ce qu'indique un **sondage Ipsos réalisé durant la pandémie par Oxfam** à partir d'un échantillon représentatif de 1000 répondant.e.s réalisé en octobre 2020,

2 Le bureau d'études GfK a ainsi relevé une augmentation de 15% de produits biologiques dans les achats alimentaires pour les ménages entre la mi-mars et début juin 2020. Une enquête de Biowallonie menée entre le 24 avril et le 19 mai 2020 indique que le chiffre d'affaire des distributeurs bio a également augmenté de 15 à 35 % durant cette période : J. Bosseler, "La crise du Covid a stimulé les ventes d'aliments bio", *Le Soir*, Bruxelles, 10 juin 2020, pp. 2 et 3.

L'enquête menée pour fonder ce document découle d'une campagne intitulée « Mon assiette, notre planète », portée par des jeunes impliqué·e·s dans le Forum des Jeunes. La campagne, lancée au printemps 2020, a pour objectif d'informer, sensibiliser et consulter les jeunes de la Fédération Wallonie-Bruxelles sur les enjeux de durabilité de nos systèmes alimentaires. La campagne a permis de recueillir l'avis de 1150 jeunes âgé·e·s de 16 à 30 ans et résidant en Fédération Wallonie-Bruxelles. Cette initiative s'inscrit notamment dans [l'objectif jeunesse 10](#) et ses composantes, qui visent à "parvenir à une société dans laquelle toutes et tous les jeunes sont écologiquement actif·ve·s, sensibilisé·e·s et capables de faire la différence dans leur vie quotidienne".

L'enquête que nous avons menée vise à identifier les obstacles rencontrés par les jeunes souhaitant se nourrir d'une manière plus durable. On compte dans l'échantillon 32 % de jeunes entre 15 et 18 ans, 48% entre 19 et 25 ans, et 20 % entre 26 et 30 ans. Toutes les régions de la Fédération Wallonie-Bruxelles sont représentées, avec une légère surreprésentation des répondant·e·s pour les provinces du Brabant Wallon et de Namur. Au niveau du genre, 66% des personnes interrogées sont du genre féminin contre 33% du genre masculin. Au vu du contexte sanitaire, l'enquête a été diffusée par trois moyens cités par ordre d'importance : partage en ligne via différents réseaux, complétion de l'enquête par des élèves du secondaire dans le cadre de cours présentiels auxquels elles et ils assistaient, et distribution de l'enquête lors de quelques rares événements culturels. Cet avis repose également sur la participation à différents événements en lien avec l'alimentation durable ainsi que sur la constitution [de "fiches infos"](#) et de ["capsules vidéos"](#) qui ont exploré sous différents angles les questions environnementales et sociales liées à l'alimentation.

« ALIMENTATION DURABLE », UNE CLARIFICATION

Derrière l'expression complexe "alimentation durable" peuvent se cacher des éléments très différents. Au vu d'études scientifiques et de l'avis du Conseil fédéral du développement durable sur l'alimentation durable, cet avis considère qu'une alimentation durable³ consiste notamment à :

- Déplacer la consommation de protéines animales vers des protéines végétales diversifiées, produites de manière durable et, en plus faible proportion, consommer des protéines animales produites de manière plus durable⁴ ;
- Réduire le gaspillage alimentaire ;
- Privilégier les produits de saison ;
- Privilégier les produits locaux ;
- Privilégier les produits avec peu ou pas d'emballage ;
- Réduire la consommation de produits cultivés ou élevés avec des substances qui affectent négativement la biodiversité ou la santé ;
- Privilégier les produits qui permettent une rémunération correcte des agriculteurs-riche-s ;
- Garantir une accessibilité de produits durables et de qualité aux personnes précarisées.

3 J. Poore et T. Nemecek, "Reducing food's environmental impacts through producers and consumers", *Science*, 1er juin 2018, vol. 360, n° 6392, pp. 987-992 ; Conseil fédéral du développement durable, Avis sur les protéines animales et végétales, 3 février 2011 ; Technopolis et Blonk Consultants, *Eiwit transitie Vlaanderen*, 2018 ; A. Riera, C. Antier, et P. Baret, *Study on Livestock scenarios for Belgium in 2050*, 2019.

4 Les animaux nourris presque exclusivement à l'herbe entretiennent les prairies, qui sont des sources de fertilité agricole ainsi que des réservoirs de carbone et de biodiversité. À défaut de prairies, il est important que le fourrage soit cultivé localement et ne contribue pas à la déforestation importée.

NOUS REMERCIONS LES PERSONNES SUIVANTES POUR LEUR PRÉCIEUSE RELECTURE

Julie Van Damme (Inter-environnement Wallonie), Monica Schuster (WWF), l'équipe de la FUGEA et l'équipe de la Ceinture Aliment-Terre Liégeoise. L'avis relève de l'entière responsabilité du Forum des Jeunes.

DES JEUNES SENSIBILISÉ·E·S AVEC UNE ENVIE DE CHANGEMENT

UN ÉCART GÉNÉRATIONNEL DANS LA TRANSITION ALIMENTAIRE

Les défis liés à l'alimentation durable sont chaque jour plus pressants : contribution du système alimentaire dans son ensemble aux émissions globales de gaz à effet de serre à hauteur de 15 à 28% dans les pays développés⁵, dégradation de la biodiversité, nombreux problèmes de santé liés à notre régime occidental ou encore la précarité alimentaire touchant plus de 168 000⁶ personnes en Belgique.

Les résultats récoltés lors de l'enquête menée par le Forum des Jeunes révèlent une importante **sensibilisation à ces enjeux**, et une **volonté de changement** chez les jeunes. Ainsi, 90% des jeunes interrogé·e·s estiment que nos habitudes alimentaires impactent "moyennement" ou "fortement" le changement climatique et la biodiversité. À la question "À quel point prêtes-tu attention à la durabilité de tes habitudes alimentaires?", 70% d'entre elles-eux donnent un score de 6 sur 10 ou plus.

En plus d'être sensibilisé·e·s aux problèmes, les jeunes interrogé·e·s sont déjà vigilant·e·s quant à l'impact environnemental de leur alimentation, et **ont déjà changé leurs habitudes**. Parmi les critères orientant leurs choix alimentaires, l'origine des produits et l'absence d'emballage sont les deux éléments les plus cités. Viennent ensuite le prix, l'absence de produits de synthèse et la qualité nutritionnelle. De plus, 80% des jeunes interrogé·e·s disent avoir réduit (un petit peu, beaucoup ou radicalement) leur consommation de produits animaux pour des raisons environnementales. En outre, 85% estiment avoir augmenté leur consommation de fruits et légumes de saison et 82% leur consommation de produits locaux.



90% DES JEUNES

ESTIMENT QUE NOS HABITUDES ALIMENTAIRES IMPACTENT LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA BIODIVERSITÉ

La volonté de changement s'observe tant dans les modifications de comportement déjà entreprises, que par les intentions d'encore améliorer la durabilité de l'alimentation. Il y a en effet un **décalage entre l'alimentation actuelle des jeunes et leur alimentation idéale** : près de quatre jeunes sur cinq interrogé·e·s déclarent vouloir diminuer un peu, sensiblement ou radicalement leur consommation de produits d'origine animale, et la même proportion estime vouloir augmenter légèrement ou sensiblement leur consommation de produits locaux ou de saison.

Cette tendance se confirme également pour les jeunes interrogé·e·s qui vivent chez leur(s) parent(s) et qui sont donc fortement dépendant·e·s des habitudes alimentaires de tiers.

5 Ce chiffre prend en compte l'ensemble de la chaîne alimentaire : Tara Garnett, « Food sustainability: problems, perspectives and solutions », Proceedings of the Nutrition Society, vol. 72, no 1 (février 2013).

6 Nombre de personnes ayant fait appel à l'aide alimentaire en 2019 selon la Fédération Belge des Banques Alimentaires ([URL](#)).

Parmi ces jeunes, 34,56% ont déjà essayé de changer les habitudes alimentaires du ménage pour des raisons environnementales, tandis que 27,70% se sont même déjà disputé·e·s avec leur(s) parent(s) au sujet de la non-durabilité des habitudes alimentaires.



80% DES JEUNES

**DISENT AVOIR RÉDUIT LEUR
CONSOMMATION DE PRODUITS
ANIMAUX POUR DES RAISONS
ENVIRONNEMENTALES**

Au vu des résultats de notre consultation, nous observons donc une réelle demande de la part des jeunes d'accéder à une alimentation plus durable. Plus qu'une tendance générale dans la population, nos données pointent une véritable **rupture générationnelle**: [les jeunes sont porteurs·euses de changement](#). Cet écart générationnel se marque d'autant plus chez les jeunes qui ont quitté le domicile familial ou le milieu dans lequel elles·ils ont grandi : une vaste majorité (71,55%) essayent de se nourrir de façon plus durable que ce dont elles·ils avaient l'habitude en grandissant.

Très peu de ressources existent sur les tendances alimentaires des Belges en termes de durabilité, *a fortiori* sur les spécificités générationnelles. Pourtant, **d'autres enquêtes confirment qu'un véritable changement générationnel est à l'œuvre**. Par exemple, le végétarisme/véganisme a davantage la cote chez les jeunes que chez leurs aîné·e·s, et les jeunes sont nombreux·ses à diminuer leur consommation de protéines animales, et ce pour des raisons environnementales et de bien-être animal⁷. Nous observons les mêmes faits dans notre consultation. Pour ce qui concerne la consommation de produits labellisés bio, force est de constater que les jeunes ne constituent pas le groupe qui en consomme le plus, et ce principalement pour des raisons de prix — les produits bio sont aujourd'hui encore en moyenne 40% plus chers que les produits conventionnels⁸. Néanmoins, **les jeunes célibataires constituent la catégorie** (avec la catégorie "famille aisée avec enfants") **dont la part des produits biologiques dans les dépenses alimentaires totales est la plus élevée**.



LA MAJORITÉ DES JEUNES

**ESSAYENT DE SE NOURRIR DE FAÇON
PLUS DURABLE QUE CE DONT ELLES·ILS
AVAIENT L'HABITUDE EN GRANDISSANT**

7 EVA ASBL, [Toujours moins de viande dans les assiettes des jeunes et des femmes](#), février 2020.

8 Vlaams Centrum voor Agro- en Visserijmarketing et GfK, [De biobestedingen in België blijven groeien](#), 2019.

Concernant l'urgence et l'importance du sujet, les commentaires laissés en marge du questionnaire abondent : « *Commencer le changement ! Il est grand temps* » ; « *It's time to act !* ». Les appels à un changement important sont également réguliers (« J'espère qu'un changement radical pourra se faire bientôt »). Certains commentaires abordent le fait qu'il est déjà trop tard : « *Selon les collapsologues, il est déjà trop tard* », « *Notre génération et celles après nous sont dans le mal* » ; « *Je pense que le changement serait plus rapide si les pouvoirs publics y prennent part mais j'ai arrêté d'y croire...* ».



Les marches des jeunes pour le climat ont beau avoir été mises à l'arrêt durant la crise sanitaire, les dérèglements climatiques et le déclin de la biodiversité n'attendent pas pour se faire de plus en plus menaçants. Outre ces défis environnementaux, la précarité alimentaire des jeunes est une réalité qui est d'autant plus inquiétante que la jeunesse est la tranche d'âge qui souffre le plus des effets socio-économiques de la crise sanitaire⁹. Pour **combler l'écart générationnel, et accélérer la transition de nos systèmes alimentaires**, nous proposons de travailler sur **trois grands axes d'amélioration que notre enquête met en évidence : le manque d'information (1), la précarité alimentaire (2), et l'offre insatisfaisante (3)**. Au vu de la rupture générationnelle décrite ci-dessus, le Forum des Jeunes plaide également à différents niveaux pour une accélération de la mise en place concrète des stratégies de transition alimentaire (4).

POUR UNE TRANSITION DES CHOIX ALIMENTAIRES, L'URGENCE D'(IN)FORMER !

Il ressort de ce qui précède que les jeunes sont globalement sensibilisé·e·s aux enjeux d'une alimentation durable. Notre enquête révèle néanmoins qu'une grande méconnaissance de certains aspects environnementaux de l'alimentation subsiste. Celle-ci empêche beaucoup de jeunes de franchir le cap. Une véritable transition alimentaire nécessite de prendre l'éducation alimentaire au sérieux. **Nous déduisons de notre enquête une volonté des jeunes d'avoir, au terme de leur éducation, une idée claire des impacts environnementaux et sociaux des aliments qu'elles·ils consomment.**

SAISONNALITÉ ET ALTERNATIVES À LA VIANDE : LE REGRETTABLE MANQUE DE CONNAISSANCES

La **saisonnalité des produits est très mal connue** : parmi celles et ceux qui souhaitent augmenter leur consommation de produits de saison, près d'un·e jeune sur quatre (23,09%) mentionne le manque de connaissances relatives à la saisonnalité des produits comme **l'un des obstacles principaux à une transition alimentaire personnelle**. Les réponses à la question "Combien de fruits et légumes qui se récoltent en ce moment peux-tu citer ?" confirment ce constat : **parmi les répondant·e·s, plus de la moitié ne sait citer que peu (entre 1 et 5 - 45,86%) ou aucun (7,51%) fruits ou légumes de saison**. Ceci est d'autant plus étonnant que les jeunes sont nombreux·ses à accorder de l'importance au caractère local des produits qu'elles·ils consomment.

Le manque de connaissances quant à l'adoption d'un régime moins carné est également mentionné comme obstacle principal à une modification de comportement par 21,06% des personnes qui déclarent vouloir réduire leur consommation de produits d'origine animale¹⁰.

9 European Youth Forum, **The European Youth Blueprint to Recovery**, juin 2020.



LE FORUM DES JEUNES DEMANDE



UNE COMMUNICATION CLAIRE ET CONCISE SUR LES ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DE L'ALIMENTATION, QUI POURRAIT RÉPONDRE ADÉQUATEMENT AU MANQUE D'INFORMATION QUE LES JEUNES RESSENTENT.

10 Selon l'enquête menée par le Forum des Jeunes, 11.09% des répondant·e·s "ne connaît pas les alternatives" et 9.16% "ne sait pas cuisiner de plats végétariens".

11 Résolution du 28 novembre 2018 visant à inscrire la Fédération Wallonie-Bruxelles dans une transition écologique et de l'alimentation afin d'offrir dans l'ensemble des cantines scolaires des repas biologiques et abordables issus de circuits courts ainsi qu'une alternative quotidienne végétarienne, doc n° 716-3.

12 La différence de connaissance entre les labels "AB" et Bio européen est particulièrement étonnante. On remarque que le label «AB» est beaucoup mieux connu que le label «bio européen», alors qu'ils sont en principe systématiquement présents côte à côte sur les produits (un aliment labellisé «AB» doit être labellisé «bio européen»).

13 R. Vecchio et C. Cavallo, "Increasing healthy food choices through nudges: A systematic review", *Food Quality and Preference*, vol. 78, Dec. 2019, 103714.

14 C'est également la position adoptée par la Convention citoyenne française composée de 150 citoyen-ne-s français-e-s tiré-e-s au sort qui ont mené une réflexion sur le long terme.

15 La formule et la méthode employées par l'application Yuka, par exemple, sont disponibles en ligne en toute transparence sur <https://docs.score-environnemental.com>.

Concrètement, cette demande suppose :

- Lancer des campagnes d'information et de sensibilisation à destination du public jeune sur l'alimentation durable dans les différents lieux - scolaires ou non - où elles et ils se trouvent ;
- Inclure la thématique de l'alimentation durable dans les programmes scolaires ;
- Sensibiliser les équipes éducatives aux enjeux de l'alimentation durable et outiller ces équipes (formation initiale et continue) sur ces questions ;
- Soutenir les initiatives d'éducation permanente (notamment au sein du secteur jeunesse) en matière d'alimentation durable ;
- Soutenir les initiatives concrètes qui favorisent la sensibilisation du grand public (potager collectif, repas cuisiné ensemble, etc.).

Ces demandes sont d'autant plus importantes qu'elles se trouvent pour certaines, implicitement ou explicitement, inscrites dans une résolution du Parlement de la Communauté française adoptée le 28 novembre 2018 et adressée au Gouvernement de la Communauté française¹¹.

LES LABELS : VERS UN ÉCO-SCORE ?

Difficile de savoir quoi et comment acheter en magasin. Les labels constituent un moyen de donner des informations précieuses pour acheter en cohérence avec nos valeurs et envies. Étonnamment, et alors qu'on assiste à une multiplication de labels non réglementés, certains labels clés sont encore relativement méconnus des jeunes : confronté-e-s au label bio européen, par exemple, 44,04% déclarent qu'elles et ils l'ont déjà vu mais ne savent pas trop ce qui se cache derrière¹², tandis que 13,32% déclarent ne l'avoir jamais vu. Cette méconnaissance exige que des **actions concrètes soient mises en place pour mieux informer les jeunes sur le cahier des charges, les avantages et la signification des labels, notamment le label bio.**

Les labels fournissent des informations, mais ils sont aussi un incitant. Des labels qui présentent un score ou une forme d'axe "bon-mauvais" peuvent être un "coup de pouce" psychologique utile et bienvenu¹³. Les scores permettent, en outre, aux consommateurs de ne pas avoir besoin de savoir précisément ce qu'il y a derrière le logo pour orienter ces choix. Vu le succès du nutri-score (88,94% des jeunes estiment savoir à quoi ce logo renvoie), pourtant récent, **le Forum des jeunes propose de mettre en place un éco-score à la logique similaire**¹⁴. Une approche européenne, à l'image de celle du Nutri-score, serait idéale. S'il s'agit d'un chantier relativement lourd à mettre en place et qui supposera une série de simplifications, des propositions très concrètes existent déjà en ce sens, sous forme d'applications qui permettent de scanner des codes-barres d'aliments, par exemple¹⁵.



LE FORUM DES JEUNES PROPOSE
DE METTRE EN PLACE UN ÉCO-SCORE.



En ce qui concerne les aspects financiers liés à l'alimentation durable, les réponses sont assez contrastées : les répondant-e-s sont un peu plus de la majorité à être d'accord (31,33%) ou absolument d'accord (22,63%) avec le fait qu'elles-ils mangeraient d'une manière plus respectueuse de l'environnement si elles-ils en avaient les moyens financiers. Elles-ils sont donc également un peu moins de 50% à être en désaccord (partiel ou total) ou neutres vis-à-vis de cette affirmation. Dès lors, si **un manque de moyens est un frein à une consommation alimentaire plus durable pour, approximativement, la moitié des jeunes interrogé-e-s, il y a à peu près la même proportion de jeunes pour qui la situation financière n'est pas déterminante.** En outre, le prix des aliments est peu mentionné parmi les principaux obstacles qui empêchent les répondant-e-s qui le désirent d'augmenter leur consommation de produits locaux (10,77%) et saisonniers (2,32% des réponses) ou de diminuer leur consommation de produits d'origine animale (14% des réponses).

Revenons d'abord sur le fait que, pour les publics précarisés, une transition alimentaire passe aussi par un accès pécuniaire aux aliments environnementalement compatibles avec nos limites planétaires. En moyenne, et sans surprise, **plus la personne interrogée déclare avoir des difficultés financières, plus elle estime qu'une alimentation plus durable découlerait d'une amélioration de sa situation financière.** Il est donc essentiel de soutenir les publics jeunes précarisés au niveau alimentaire. Par ailleurs, un rapport de recherche d'une étude [Le Soir - RTBF - Solidaris](#) datant de 2014 indique que le manque de revenus financiers conduit deux jeunes entre 18-30 ans sur dix à affirmer que "par manque de revenus", elles-ils se nourrissent "vraiment très mal". Ce même rapport relève qu'un-e répondant-e sur deux déclare que cela lui arrive d'utiliser l'alimentation comme variable d'ajustement de ses revenus. **L'alimentation durable est aussi une question de situation financière !** Le Forum des jeunes demande aux pouvoirs publics de soutenir des initiatives d'épicerie sociale qui proposent des produits de qualité à destination de publics jeunes et précarisés. Ceci pourrait, par exemple, prendre la forme d'un système de chèques "alimentation durable". À défaut de lutte structurelle contre la précarité alimentaire, un soutien aux frigos solidaires doit également être envisagé.

Cependant, rendre l'alimentation durable plus accessible n'est certainement pas une solution suffisante en soi. Même les personnes qui déclarent avoir une situation financière difficile à très difficile ne sont pas plus de 15 % à indiquer que le prix est un des obstacles principaux qui empêche d'adapter leur consommation de produits saisonniers, locaux ou d'origine animale pour des raisons environnementales. De même, les répondant-e-s sont moins d'un sur quatre (23 %) à indiquer que la baisse du prix des repas proposés sur les lieux de formation et/ou de travail doit constituer une priorité les concernant¹⁶.

Ici aussi, l'information joue un rôle clé ! L'idée qu'une alimentation durable coûte plus cher est nettement plus remise en question par les personnes qui connaissent mieux la saisonnalité des produits, qui ont déjà diminué leur consommation de produits d'origine animale ou se sentent plus préoccupées par les questions climatiques, par exemple¹⁷.

16 Ce pourcentage est néanmoins plus élevé pour les personnes qui déclarent avoir une situation financière difficile, pour lesquelles le ratio est de 4 répondant-e-s sur 10.

17 L'étude suivante remet en question le lien "prix - durabilité" dans l'alimentation : WWF France et Eco2 Initiative, [Vers une alimentation bas carbone, saine et abordable](#), 2017.



PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE ET GASPILLAGE ALIMENTAIRE : LE PARADOXE

En Belgique, près d'une personne sur vingt est menacée par l'insécurité alimentaire et ne peut obtenir que difficilement des aliments sains, nutritifs et satisfaisants par des moyens socialement acceptables (achat d'aliments). Ce pourcentage est en constante augmentation depuis 2015. Cette situation a été encore accentuée par la crise sanitaire : entre janvier et août, la Fédération des Banques Alimentaires a ainsi distribué un tiers de nourriture en plus par rapport à la même période l'année précédente. Or, paradoxalement, la Belgique est le deuxième pays européen qui gaspille le plus de nourriture selon la FAO. Une famille moyenne belge jette approximativement 300 € de nourriture chaque année.

Face à ce paradoxe, les **banques alimentaires** s'organisent pour collecter les invendus et les redistribuer à des personnes précarisées, de même que la Croix Rouge propose des **épiceries sociales** basées sur un principe similaire. Ces solutions sont les **bienvenues mais ne peuvent détourner les pouvoirs publics de l'objectif d'éradication de la pauvreté**. En effet, l'aide alimentaire vient parfois avec son lot de violences, de tensions, et de situations dégradantes pour les bénéficiaires de l'aide alimentaire¹⁸.

Dans notre enquête, toutes les différentes initiatives anti-gaspillage dont nous avons sondé la popularité récoltent une large adhésion des répondant·e·s (aucune proposition ne récolte plus de 6% de désaccord). C'est l'obligation pour les grandes surfaces d'offrir les invendus à des associations qui obtient le plus d'enthousiasme (79,11% de "tout à fait d'accord").

PROPOSER AUX JEUNES UNE OFFRE ALIMENTAIRE DURABLE : VISIBILISER ET

SOUTENIR LES ALTERNATIVES

Si les jeunes sont prêt·e·s à changer leurs comportements, et que beaucoup le font déjà, elles·ils sont confronté·e·s à des problèmes structurels. Il semble que la **demande soit présente, mais que l'offre d'alimentation durable est encore largement insuffisante**. Il faut donc accélérer ce processus de transition. Les jeunes sont particulièrement affecté·e·s par l'offre puisqu'elles·ils sont moins mobiles et moins autonomes : 45 % des personnes interrogées sont dépendantes de leurs parents ou de la cantine sur leur lieu d'études ou de travail. Globalement, il semble que les jeunes ne soient pas satisfait·e·s par l'offre proposée.

En effet, parmi les obstacles principaux rencontrés pour diminuer la consommation de produits animaux, la non-satisfaction par rapport aux alternatives proposées revient en tête (32 %). En ce qui concerne les questions de provenance des aliments et leur saisonnalité, le constat est semblable. Les jeunes pointent principalement le manque de produits adéquats dans leurs commerces habituels, leur dépendance à un tiers (parents, cantine...) quant à l'offre alimentaire (37 %) ainsi que la difficulté pratique éprouvée pour acheter des produits locaux (21 %)¹⁹.

18 ATD Quart Monde, UCL et FDSS, **L'expérience de l'aide alimentaire, quelle(s) alternative(s) ?**, 2019.

19 Ceci rejoint le manque de connaissance de la saisonnalité des produits mentionnés plus haut.

UN REPAS DURABLE DISPONIBLE DANS CHAQUE CANTINE !

Concernant les améliorations possibles de l'offre alimentaire disponible sur leur lieu de travail ou de formation, les jeunes mentionnent en priorité vouloir bénéficier de repas composés de produits locaux (63%), de saison (60%) et de qualité (46%). Le souhait de se voir offrir des alternatives végétariennes (45%) ou végétaliennes (25%) est également bien présent.

Le Forum des Jeunes demande que les jeunes aient accès à un repas environnementalement responsable dans chaque lieu de formation et/ou de travail qu'elles ou ils côtoient. Les cantines collectives jouent un rôle fondamental dans la question de l'alimentation et sont d'importants leviers d'action. Une attention particulière doit dès lors y être portée dans la réduction du gaspillage alimentaire, la consommation prioritaire de protéines végétales, du respect de la saisonnalité et du soutien aux agriculteur·ice·s locaux·les.

Afin de prendre le chemin d'une alimentation plus durable, le Forum des Jeunes demande à ce que des critères de durabilité soient imposés dans les marchés publics alimentaires. Pour répondre à la demande de produits locaux, de saison et de qualité, le Forum souligne également l'importance de **proposer une offre locale et de saison qui soit abordable dans les cantines de collectivités**. Il insiste également sur l'importance de proposer une **alternative végétarienne attractive** pour pouvoir répondre à la demande toujours grandissante²⁰.

Pour inciter les cantines de collectivité à intégrer de nouvelles pratiques en faveur d'une alimentation durable, des **labels** existent au niveau de la Région wallonne (Green Deal Cantines durables et label Cantines durables) et de la Région de Bruxelles-Capitale (Good Food). Le Forum souligne l'importance de mettre, à disposition des collectivités, des informations claires concernant les labels existants, ainsi qu'un accompagnement permettant aux infrastructures de s'intégrer dans cette démarche. Si nous encourageons l'usage de labels alimentaires, nous attirons l'attention des pouvoirs publics sur l'importance de cohérence et de lisibilité pour le consommateur.

De plus, il est également primordial de favoriser la consommation d'aliments de qualité dans les endroits que les jeunes fréquentent. Ceci suppose de :

- Distribuer des collations saines et durables ;
- Limiter les distributeurs de boissons sodées, et proposer des alternatives durables (distributeurs Oxfam p. ex.) dans les lieux d'enseignement secondaire et supérieur.

Cette étape ne peut toutefois pas être mise en place sans une meilleure information et sensibilisation aux questions d'alimentation durable.



LE FORUM DES JEUNES DEMANDE



QUE LES JEUNES AIENT ACCÈS À UN REPAS ENVIRONNEMENTALEMENT RESPONSABLE DANS CHAQUE LIEU DE FORMATION ET/OU DE TRAVAIL.

20 C'est également une demande du Parlement de la Communauté française adressée au Gouvernement de la Communauté française: voir la résolution du 28 novembre 2018 précitée.

CIRCUITS COURTS ET GRANDE DISTRIBUTION : SOUTENIR LA TRANSITION

Les jeunes souhaitent faire évoluer leurs habitudes alimentaires. Toutefois, les répondant·e·s sont **globalement insatisfait·e·s de l'offre qui leur est proposée dans les réseaux classiques de distribution**. Elles·ils estiment ne pas être suffisamment informé·e·s de là où elles·ils peuvent trouver des produits locaux autour de chez elles·eux et estiment qu'il faudrait encore **davantage soutenir et développer les circuits courts**. En parallèle, il est important de rendre ces alternatives à la grande distribution beaucoup plus visibles pour le public.

La grande distribution est consciente d'une demande toujours plus forte vers une alimentation durable et s'adapte également en développant son offre de produits bio et/ou locaux. Puisque 90% des achats alimentaires en Belgique se font au sein de la grande distribution, la transition alimentaire ne peut avoir lieu sans les acteur·trice·s de ce circuit. Le Forum des Jeunes attire toutefois l'attention sur les **marges bénéficiaires élevées sur les produits labellisés bio**. En France, une étude révèle les marges très élevées sur les produits bio et demande que la transparence soit accrue afin de contribuer à une meilleure accessibilité²¹. Nous déplorons l'absence d'une étude similaire en Belgique. Cela permettrait d'encadrer le secteur afin de s'assurer que le développement de l'agriculture biologique bénéficie avant tout aux agriculteurs·rices et aux consommateurs·rices. Les syndicats agricoles dénoncent aussi la pression à la baisse exercée par la grande distribution sur les prix de vente. De même, la traçabilité des produits de grande surface pourrait aussi être améliorée.

L'AGRICULTURE - SOUTENIR UN SECTEUR EN DIFFICULTÉ

Notre enquête montre **que les jeunes soutiennent massivement le local**. Il s'agit en effet du critère de durabilité le plus plébiscité. 62% des répondant·e·s citent la provenance des aliments comme un critère important de leur alimentation, et cela en fait le critère le plus cité, devant le prix. Ensuite, 83,99% des répondant·e·s déclarent avoir adapté un peu (36,65%), beaucoup (34,88%) ou radicalement (12,46%) leur consommation de produits locaux pour des raisons environnementales. Nous l'avons vu plus haut, la volonté de se rapprocher des producteur·rices est toujours plus grande.

Pourtant, un tiers des fermes belges a disparu en 30 ans, alors que la superficie moyenne de celles-ci a doublé dans le même temps. On observe ainsi une tendance à la concentration des terres. Par ailleurs, **les agriculteurs·rices sont souvent en situation de précarité**, et en particulier les éleveur·euse·s de la filière bovine. Pour 38% d'entre elles·eux, les revenus sont même négatifs²². Le renouvellement du secteur est aussi difficile : 49% des agriculteurs·ices wallon·ne·s ont plus de 55 ans, et 44 % d'entre elles·eux n'ont personne pour leur succéder²³.

Au vu de la précarité du secteur agricole, soutenir la filière locale est une mesure socio-économique impérieuse. Nous sommes d'avis **que la transition de nos systèmes alimentaires doit être juste pour les agriculteurs·rices**. En Belgique, cela implique notamment d'accompagner le secteur de l'élevage. En effet, sur la quantité de viande produite, nous en exportons plus que nous n'en consommons. En outre, la demande intérieure - trop importante du point de vue de la santé²⁴ - diminue. Il est donc attendu que le secteur de la viande s'oriente vers une logique de "moins mais mieux" et continue ainsi de réduire son empreinte carbone²⁵. Pour ce faire, une partie des éleveur·ses prêt·e·s à le faire passeront à la production de protéines végétales, tandis que les autres seront amené·e·s à pratiquer de façon extensive, en laissant notamment leur cheptel paître en prairie²⁶. Cette reconversion doit impérativement être soutenue et accompagnée par les pouvoirs publics. Concrètement, cela pourrait se traduire par des subsides renversant la logique actuelle basée sur un système d'aides proportionnelles au nombre de bêtes, ce qui incite à élever un grand nombre d'animaux. **Les éleveur·euse·s doivent aussi être accompagné·e·s** par des formations et un accès à l'information.

21 UFC-QUE CHOISIR (Service des études), **Fruits et légumes bio en grandes surfaces : une consommation freinée par une offre indigente et des marges indigestes**, août 2017.

22 Ledant J-P., **PAC 2021-2027 : Des pistes pour encourager et soutenir la transition écologique de l'agriculture wallonne**, Rapport commandité par le WWF-Belgique, décembre 2019.

23 SPW Agriculture, **L'agriculture wallonne en chiffres**, 2020.

24 Les Belges consomment en moyenne 114 g de viande par personne sur 6 jours, alors que le niveau de consommation recommandé est de 57 g de viande par personne sur 6 jours.

25 Selon l'inventaire national des émissions de GES, les émissions directes de l'élevage (provenant principalement de la fermentation entérique et de la gestion des effluents) représentaient 7% des émissions totales belges en 2015.

26 Nourrir le bétail à l'herbe de prairie réduit considérablement l'empreinte carbone de l'élevage en évitant l'importation de fourrage produit de façon non durable, et en maintenant les prairies dans le paysage belge, lesquelles sont des puits de carbone et des réserves de biodiversité.

27 Impaacte, **5 raisons pour lesquelles les votes du Parlement européen et du Conseil de l'EU sur la PAC menacent de faire dérailler les objectifs du Green Deal**, novembre 2020.

28 H. Guyomard, J.-C. Bureau, V. Chatellier, C. Detang-Dessendre, P. Dupraz, F. Jacquet, X. Reboud, V. Requillart, L.-G. Soler, M. Tysebaert, **Research for the AGRI Committee - The Green Deal and the CAP: policy implications to adapt farming practices and to preserve the EU's natural resources**, novembre 2020.

29 La stratégie Farm to Fork fixe notamment les objectifs suivants : réduire de 50 % l'utilisation et les risques des pesticides chimiques d'ici à 2030; réduire de 50 % l'utilisation de pesticides plus dangereux d'ici à 2030; diminuer d'au moins 50 % les pertes de nutriments sans détérioration de la fertilité des sols; diminuer le recours aux engrais d'au moins 20 % d'ici à 2030; mener la part de l'agriculture biologique à 25 % de la superficie agricole européenne.

30 J.-P. Ledant, **PAC 2021-2027 : des pistes pour encourager et soutenir la transition écologique de l'agriculture wallonne**, décembre 2019, rapport commandité par le WWF-Belgique, décembre 2019.

Au vu de la véritable transition générationnelle qui est à l'œuvre, le Forum des Jeunes accueille favorablement les stratégies alimentaires mises en place à différents niveaux de pouvoir en vue d'une transition alimentaire durable. L'ambition des stratégies *Manger demain* et *Good food* doit être maintenue malgré la crise sanitaire étant donné l'urgence d'opérer effectivement cette transition.

À cet égard, le Forum des Jeunes s'inquiète de l'incompatibilité de principe entre la nouvelle Politique Agricole Commune (PAC) (2021-2027) adoptée au sein de l'Union européenne et le Green Deal européen, dont la stratégie européenne alimentaire *"Farm to fork"* fait partie. Cette incompatibilité de principe a été mise en évidence dans une analyse réalisée par la coalition Impaacte²⁷, ainsi que dans une étude scientifique commanditée par le Parlement européen²⁸. Ces préoccupations ont suscité de nombreux commentaires spontanés dans notre enquête.

La **PAC**, y compris sa récente réforme, est jugée très insuffisante pour répondre aux enjeux environnementaux et climatiques. Notamment, les aides directes aux agriculteurs·rice·s de l'UE sont distribuées sur base de la taille de l'exploitation ainsi que de sa production, soit des critères qui créent des incitants à concentrer les terres et à produire de façon intensive. La **PAC, qui représente plus d'un tiers du budget européen, détient pourtant un formidable potentiel pour financer la transition vers une agriculture durable et rémunératrice**. Il est primordial d'orienter ces fonds vers la transition en conditionnant leur obtention à des pratiques agricoles adéquates. Ceci permettra aussi de rendre l'alimentation de qualité plus accessible aux consommateur·rice·s.

La dernière réforme de la PAC offre une marge de manœuvre accrue aux États membres en leur permettant une déclinaison nationale. Chaque État est ainsi tenu de remettre un **"Plan stratégique PAC"** à la Commission européenne. Le Forum des Jeunes demande que les Régions et, dans son travail de coordination, le Gouvernement fédéral, élaborent des **plans stratégiques ambitieux qui prônent une politique agricole et alimentaire concertée**. Celle-ci doit tenir compte des aspects liés à l'alimentation, la biodiversité, le climat, la santé et le soutien aux agriculteurs·rice·s et être conforme à la stratégie européenne *"De la ferme à la table"*²⁹ et à la stratégie de l'UE pour la biodiversité. Des pistes concrètes en ce sens ont été élaborées dans une étude commanditée par WWF-Belgique³⁰.



LE FORUM DES JEUNES APPELLE
LES RÉGIONS À PRÉVOIR UN BUDGET À
LA HAUTEUR DU DÉFI DE LA TRANSITION
ALIMENTAIRE.





Concrètement, **le Forum des Jeunes appelle les Régions à prévoir un budget à la hauteur du défi de la transition alimentaire**. Il est indispensable d'accompagner les agriculteurs·rice·s afin qu'elles·ils augmentent le nombre d'éléments en faveur de la biodiversité (haies, bandes herbées, etc.), qu'elles·ils préservent les prairies permanentes essentielles au stockage du carbone et à la biodiversité, ou encore qu'elles·ils effectuent leur conversion vers l'agriculture biologique³¹. De telles démarches agroécologiques volontaires doivent être largement encouragées via les enveloppes de la PAC dédiées aux éco-régimes et aux MAEC (Mesures Agro-Environnementales et Climatiques). Par ailleurs, le Forum des Jeunes attire particulièrement l'attention des Gouvernements quant à l'importance de soutenir l'installation des jeunes agriculteurs·rice·s.



**OUVERTURE
D'ESPRIT**



INNOVATION



PARTICIPATION



RESPECT



SOLIDARITÉ

31 Dans sa Déclaration de politique régionale, le Gouvernement wallon déclare ainsi que "Dans le cadre de la nouvelle PAC 2021-2027, le Gouvernement adoptera un plan stratégique pour le développement de l'agriculture biologique en Wallonie post 2020 avec pour objectif d'atteindre au moins 30 % des surfaces en bio en 2030. Il mettra en œuvre des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) ambitieuses, en facilitera l'accès et en simplifiera la mise en œuvre."

NOS RECOMMANDATIONS



LE FORUM DES JEUNES DEMANDE DE :

CONCERNANT LE MANQUE D'INFORMATION



Lancer des campagnes d'information et de sensibilisation à propos de l'alimentation durable ciblées vers les jeunes dans les différents lieux - scolaires ou non - où elles et ils se trouvent ;



Inclure la thématique de l'alimentation durable dans les programmes scolaires ;



Sensibiliser les équipes éducatives aux enjeux de l'alimentation durable et outiller les équipes (formation initiale et continue) sur ces questions ;



Soutenir les initiatives d'éducation permanente (notamment au sein du secteur jeunesse) en matière d'alimentation durable ;



Soutenir les initiatives concrètes qui favorisent la sensibilisation (potager collectif, repas cuisiné ensemble, etc.) ;



Sensibiliser les jeunes au fonctionnement des labels et développer un label Eco-score.

CONCERNANT LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE



Offrir un soutien alimentaire à destination de publics jeunes et précarisés, en appuyant des initiatives de chèques "alimentation durable", de frigos solidaires et d'épiceries sociales qui proposent des produits de qualité ;



Éviter que l'aide alimentaire ne justifie le ralentissement d'une politique plus systémique de lutte contre la précarité.

CONCERNANT L'OFFRE INSUFFISANTE



Imposer des critères de durabilité dans les marchés publics alimentaires ;



Proposer une offre locale et de saison qui soit abordable dans les cantines collectives ;



Proposer une alternative végétarienne abordable et attrayante dans les cantines collectives ;



Encourager une transition vers une alimentation durable dans les collectivités en mettant à disposition des informations claires concernant les labels existants (Cantines durables et Good Food), ainsi qu'un accompagnement permettant aux infrastructures de s'intégrer dans cette démarche ;



Encourager la distribution de collations saines et durables auprès des jeunes ;



Promouvoir une offre alimentaire de qualité à proximité des écoles en limitant la présence de fast-foods ;



Soutenir et développer les circuits courts ;



Visibiliser les alternatives existantes à la grande distribution vers les publics jeunes.

CONCERNANT LA TRANSITION VERS UNE AGRICULTURE DURABLE



Élaborer des plans stratégiques régionaux de mise en œuvre de la PAC ambitieux, concertés entre les Régions, et conformes aux stratégies européennes "De la ferme à la table" et pour la biodiversité ;



Pour encourager les producteurs·rice·s à se convertir au bio, à augmenter le nombre d'éléments en faveur de la biodiversité sur leur exploitation, et à maintenir les prairies permanentes, prévoir un budget conséquent sur base notamment des fonds de la PAC prévus à cet effet, tels que les éco-régimes et les MAEC ;



Accompagner les éleveur·euse·s vers un élevage extensif ou dans une reconversion dans la culture de protéines végétales ;



Améliorer la formation initiale et continue des producteurs·rice·s ;



Aider les jeunes agriculteurs·rice·s à s'installer.



FORUM DES JEUNES



Forum des Jeunes



@forum.jeunes



@Forumjeunes_BE



02/413.29.30



forum.jeunes@cfwb.be